



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Annecy et Thonon-les-Bains, le 29 septembre 2023

Squats rue du Clos Fleury à Annemasse : les services de l'État sont pleinement mobilisés

Les litiges survenus du fait des modalités d'occupation de certains logements situés rue du Clos Fleury à Annemasse font actuellement l'objet d'enquêtes dirigées par le parquet de Thonon-les-Bains, ayant déjà donné lieu à des auditions.

Au regard de la nature des faits dénoncés et des manœuvres frauduleuses susceptibles d'avoir été employées, les investigations sont désormais menées par la police judiciaire de la Haute Savoie dans le cadre d'une enquête ouverte du chef d'escroquerie notamment.

Des enquêtes distinctes, ouvertes à la suite des violences dénoncées les 12 et 28 septembre 2023, ont par ailleurs été confiées au commissariat d'Annemasse. Afin de sécuriser l'ensemble des résidents et éviter la réitération de ces actes inadmissibles, des effectifs de police patrouillent régulièrement aux abords de l'immeuble.

Parallèlement, un examen approfondi des conditions d'occupation de plusieurs logements est également en cours sous l'autorité du préfet de la Haute-Savoie. Si certains d'entre eux sont occupés illégalement et si les conditions sont réunies pour mettre en œuvre des procédures administratives d'éviction urgente, le préfet s'engage à ce que les services de l'État agissent rapidement et avec détermination pour les mener à bien.

Les parties communes de ces résidences feront également l'objet d'un examen conjoint par les services de l'État et le syndicat de copropriété. Ce dernier se verra notifier des recommandations si des installations non conformes à la réglementation relative à la vidéoprotection et aux normes incendie y étaient constatées.

Enfin, les services de l'État sont d'ores et déjà mobilisés, en coordination étroite avec ceux de la commune d'Annemasse, au cas où des solutions de relogement devaient être étudiées au profit d'occupants d'appartements qui auraient pu être floués lors de leur entrée dans les lieux et donc victimes également de l'escroquerie présumée.

Préfecture de la Haute-Savoie

**Bureau de la représentation et
de la communication de l'État**